



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 26 – Juillet 2021

En bref – Chili: après la récupération économique, la réinvention du modèle chilien

La récupération économique chilienne pourrait, selon l'OCDE, être la plus rapide d'Amérique latine, avec un retour dès le 3^{ème} trimestre 2021 au niveau de richesse par habitant pré-pandémique, grâce à la vigueur de la reprise (+6,7 % en 2021). À titre de comparaison, sur le continent, la Colombie et le Brésil n'y parviendraient qu'à partir du troisième trimestre 2022 et le Mexique qu'à la mi-2023. De son côté, l'Argentine serait à la traîne avec un retour au niveau de 2019 seulement en 2026 (ce qui paraît toutefois exagérément pessimiste). A la faveur des cours élevés du cuivre, dont les ventes représentent la moitié des exportations, des mesures de soutien à la consommation et de la campagne de vaccination, les perspectives économiques s'améliorent, sans toutefois parvenir à apaiser entièrement le mécontentement d'une partie de la population à l'encontre des pouvoirs publics. Signe de cette défiance, la classe politique chilienne sort largement affaiblie des élections de la mi-mai alors que les « indépendants » ont été plébiscités dans le scrutin visant à choisir les membres de la convention constitutionnelle. A ce titre, l'enquête du PNUD publiée en 2020 indique qu'une majorité des personnes sondées (91 % des sondés) estime que leurs gouvernants ne prendraient pas suffisamment en compte l'intérêt collectif dans leurs décisions. Amplifié par la crise sanitaire, ce mécontentement social profond accélère la fin du modèle néolibéral chilien et conduit le Chili à se réinventer, d'autant que les fractures sociales (pouvoir d'achat, disparités de revenus, pauvreté multidimensionnelle) accentuées par les restrictions liées à la pandémie, entraînent une attente nouvelle vis-à-vis de l'Etat. Face à la perte d'adhésion au modèle chilien, d'aucuns s'interrogent alors sur l'ampleur des réformes à mener pour le transformer. Poussé par la pandémie, l'Etat chilien s'est déjà engagé dans un accompagnement sans précédent des particuliers et entreprises avec un plan de 26 Mds USD pour les ménages, soit environ 18 % du PIB. Sur ce total, 11 Mds USD correspondent au revenu familial d'urgence (IFE) très récemment voté. Cet effort social et budgétaire reste néanmoins ponctuel et n'est pas de nature à modifier en profondeur le contrat social - le salaire minimum ne vient ainsi d'être revalorisé que de 3,2 %, à 387 EUR -, vaste chantier qui sera laissé en héritage au prochain président qui sera élu en fin d'année. Parmi les dossiers prioritaires figurera notamment celui de la refonde du système des retraites, longtemps symbole du néolibéralisme chilien et au cœur de la révolte sociale de 2019, qui ressort profondément affaibli par la succession des retraits anticipés des fonds de pensions exceptionnellement autorisés dans le cadre de la crise sanitaire. A plus long terme, pour permettre une transformation réussie du modèle chilien, le PNUD suggère d'accompagner les politiques publiques, inscrites sur un temps long, par des investissements dans l'éducation et la transformation numérique. Le Chili devra aussi diversifier ses exportations et verdir sa croissance.

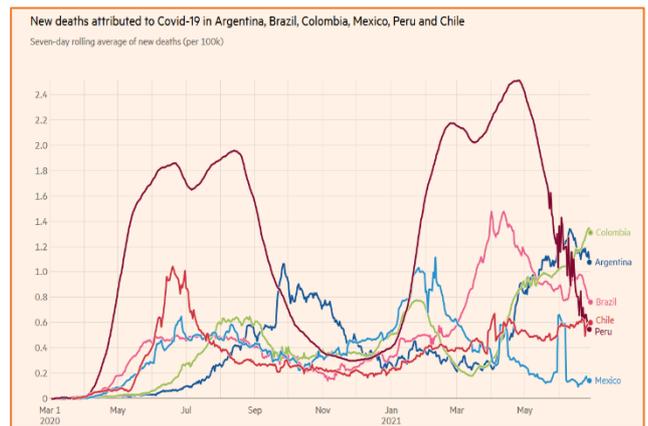
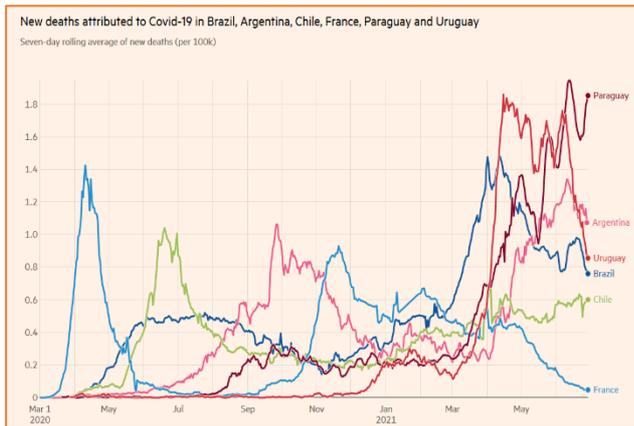
LE CHIFFRE À RETENIR

6,7

Prévisions de croissance
du PIB en % pour 2021
(OCDE)

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source : Financial Times

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	36,52%	8,94%
Chili	65,53%	54,09%
Paraguay	7,39%	1,87%
Uruguay	65,25%	48,04%
Amérique du sud	29,74%	12,84%
Brésil	34,98%	12,76%
Colombie	22,36%	13,08%
France	49,63%	29,74%



Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 318,32

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 10,46

Nette amélioration/prudence. Les **paramètres de criticité ont évolué tout à fait favorablement** au cours des 7 derniers jours : le **nombre de décès** a diminué pour la 2^{ème} semaine consécutive, plus nettement que la semaine antérieure (-11,05 % à 3.323), et le nombre de **patients covid+ en soins intensifs** encore davantage (-12,88 % à 6.308).

En revanche, la circulation virale se stabilise, avec un taux de positivité de 23,05 % (vs. 22,84 %), malgré un nombre de tests en forte augmentation (+12,10 %). Le **taux d'incidence** (319 au niveau national vs 282 semaine précédente) est dès lors **de nouveau en hausse dans 21 des 24 provinces argentines**.

L'Argentine reste en tout état de cause dans une situation épidémiologique préoccupante : avec **10,49 décès par jour par million d'habitants** en moyenne mobile sur 7 jours (vs 11,79 semaine précédente), elle figurait toujours hier soir au **4^{ème} rang mondial** sur ce critère (hors pays de moins de un million d'habitants), **derrière le Paraguay** (18,47↗), la Namibie et la Colombie, et **devant l'Uruguay**, où la situation continue à s'améliorer sensiblement (9,01↘). Parmi les 6 principales économies d'un continent ravagé par l'épidémie, **la mortalité argentine rapportée à la population demeure l'une des plus élevées en tendance**, derrière celle de la Colombie (12,91↔↗), mais nettement devant le Brésil (7,36↘), le Pérou (6,17↘), le Chili (5,97↔ ; toujours incroyablement constant depuis des semaines malgré l'avancée rapide de la campagne de vaccination) et, a fortiori, le Mexique (1,33↔).

Dans un contexte où seule 8,83 % de la population a reçu un schéma de vaccination complet, les **autorités redoutent par ailleurs la dissémination du variant indien Delta** (un seul cas connu) et ont en conséquence décidé d'une **quasi-suspension des vols internationaux** : le **nombre de passagers autorisés à entrer chaque jour sur le territoire argentin** est ainsi passé **depuis le 28 juin de 2.000 à 600** (contre 25 à 30.000 avant la pandémie), ce qui a conduit l'Iata à dénoncer un « chaos » dans la planification des vols.

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 143,4

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 6

L'accalmie se poursuit. Le taux d'incidence se situe à 143,4 (contre 192,2 la semaine dernière) et la mortalité demeure stable au cours des 7 derniers jours (6 décès par jour par Mhb).

Le président Piñera a par ailleurs annoncé, ce mercredi 30 juin, que le pays disposait de suffisamment de doses pour **envisager l'administration d'une troisième dose de vaccin** à l'ensemble de la population si cela s'avérait nécessaire.



Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 163

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 18,4

Signaux mixtes. Le **taux d'incidence se réduit à 163** cette semaine, contre 179,5 la semaine passée, mais **la mortalité augmente à nouveau** (18,4 contre 15,8 à la fin juin).

Alors que la **couverture vaccinale du Paraguay demeure la plus faible du continent**, le gouvernement a annoncé un renforcement imminent du plan de vaccination national. Grâce à de nouvelles arrivées de vaccins (notamment 200.000 doses de Spoutnik V déjà livrées et la fourniture à venir de 1 million de doses de Pfizer), le gouvernement débutera ce 2 juillet une nouvelle phase de vaccination qui, en plus des personnes vulnérables, couvrira aussi **l'ensemble des travailleurs essentiels**. Le ministre de la santé, Julien Borba, envisage de décréter un jour férié pour permettre à ces travailleurs d'aller se faire vacciner.

Uruguay

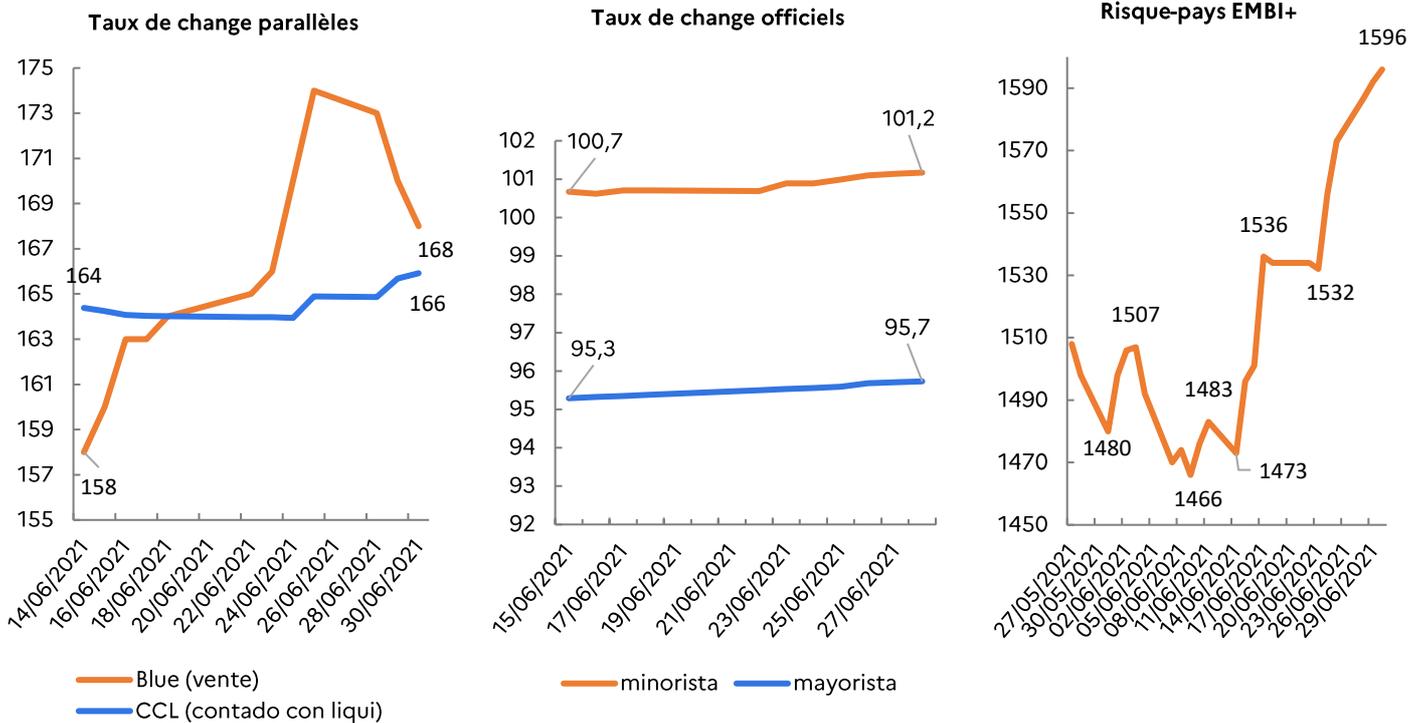
Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 261,8

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 63

Sensible amélioration de la situation sanitaire. Le **taux d'incidence descend à 261,8** alors qu'il était de 394,9 la semaine précédente. **La mortalité se réduit également fortement**, repassant sous la barre des 70 décès par jour par Mhb (**63**, contre 73 la semaine précédente), pour la première fois depuis le 1^{er} avril.

Les autorités uruguayennes considèrent cette amélioration comme étant les **premiers effets positifs de la campagne vaccinale**. Conséquence de cette tendance favorable, le gouvernement prévoit **d'alléger progressivement les restrictions sanitaires à partir du 5 juillet**, avec une reprise par étape des événements sociaux, publics et culturels.

Graphiques de la semaine



REGIONAL

La pandémie entraîne une hausse de la pauvreté et un rétrécissement de la classe moyenne, atténués toutefois par les mesures de soutien exceptionnelles

Le rapport¹ de la Banque mondiale sur l'évolution de la classe moyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes met en évidence l'impact significatif de la pandémie sur la pauvreté dans la région.

Alors que ces dernières décennies étaient marquées par une progression de la classe moyenne (38 % de la population régionale en 2019, soit près de 230 millions de personnes), la trajectoire s'est brusquement inversée avec la propagation du covid-19 et la crise économique qui s'en est suivie. La classe moyenne recule ainsi en 2020, mais de manière contenue (37,3 % de la population) grâce à des mesures de soutien public de grande ampleur.

De même, le déploiement des filets sociaux permet de contenir la montée de la pauvreté

¹ Banque mondiale "The Gradual Rise and Rapid Decline of the Middle Class in Latin America and the Caribbean", mai 2021

mesurée en parité du pouvoir d'achat (5,5 USD par jour). Cette dernière passe de 22% de la population régionale en 2019 à 21,8% en 2020 grâce aux aides publiques, mais serait montée à 26,5% sans le soutien des Etats.

Taux de pauvreté en parité du pouvoir d'achat (5,5 USD/jour, en PPP)

	2019	2020	
		Sans les mesures de soutien	Avec les mesures de soutien
Argentine	14,4	18,5-22,9	16,0-20,2
Brésil	19,6	20,8-22,9	10,9-13,0
Chili	3,3-3,4	6,1-8,4	3,3-3,4
Colombie	29,4	34,6-39,6	30,9-34,7
Paraguay	15,4	16,2-17,8	15,0-16,5
Uruguay	3,2	4,0-5,1	3,5-3,9
Région	22,0	26,5	21,8

Banque mondiale

Pour les pays du cône sud, au moins trois enseignements peuvent être tirés. Tout d'abord, les mesures de soutien ont permis de contenir la hausse de la pauvreté, grâce à des dispositifs particulièrement efficaces dans le cas du Chili (niveau de pauvreté resté inchangé à 3,3-3,4% entre 2019 et 2020). En effet, sans l'intervention des pouvoirs publics, le taux de pauvreté aurait fortement augmenté sur l'ensemble des pays de la région, avec un pic à 22,9% en Argentine, ramené à 20,2% grâce aux mesures exceptionnelles visant à atténuer les conséquences de la crise sanitaire. A noter toutefois une moindre efficacité des dispositifs argentins pour contenir la progression de la pauvreté par rapport à ceux déployés dans la région, notamment au Brésil.

Estimation de la classe moyenne (13-70 USD/jour, en PPP) en pourcentage de la population

	2019	2020	
		Sans les mesures de soutien	Avec les mesures de soutien
Argentine	51,1	41,4-46,6	42,6-47,8
Brésil	44,6	41,9-42,8	47,7
Chili	62,8-63,3	50,3-56,4	53,3-59,4
Colombie	30,5	23,8-26,9	24,0-27,0
Paraguay	43,8	40,1-41,7	40,6-42,3
Uruguay	68,3	63,1-66,4	64,6-67,1
Région	38,0	34,7	37,3

Banque mondiale

Ensuite, en dépit d'un soutien massif de l'Etat, la classe moyenne se rétrécit dans l'ensemble des pays du cône sud. C'est particulièrement notable en Argentine (42,6-47,8 versus 51,1) et au Chili (53,3-59,4 versus 62,8-63,3) avec un déclassement bien plus marqué pour la composante la moins aisée (13 USD/jour).

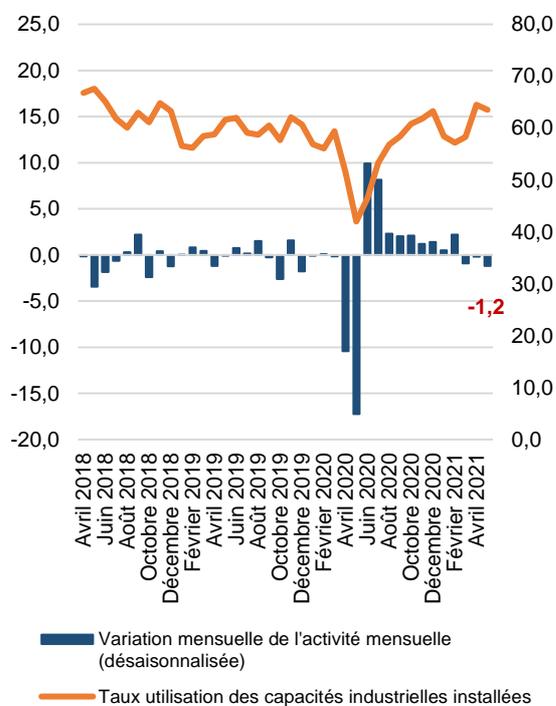
Enfin, si l'importance des interventions de l'Etat semble avérée pour l'ensemble des pays, même si son efficacité est à des degrés divers, la soutenabilité de cet engagement sur le long terme interroge. En effet, les mesures exceptionnelles ont entraîné un net creusement du déficit budgétaire, alors que, dans le cas argentin (-8,9% du PIB en 2020 selon le FMI), les capacités financières sont faibles et l'accès aux marchés internationaux des capitaux demeure limité. Dans ces conditions, l'absence de restauration des finances publiques, de manière ordonnée, pourrait limiter la capacité des Etats à intervenir en cas de nouveau choc adverse sur la croissance (sanitaire, climatique), ce qui rend le risque de crise sociale particulièrement prégnant.

ARGENTINE

L'activité recule en avril, pour le troisième mois consécutif, entraînant une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2021

En ligne avec les anticipations des économistes qui envisageaient une dégradation des performances économiques au 2^{ème} trimestre, compte tenu de la sévérité de la pandémie, l'activité s'affaïsse en avril (-1,2 % en variation mensuelle, hors effets saisonniers), enregistrant ainsi le troisième mois consécutif de contraction (-0,3 % en mars et -0,1 % en février).

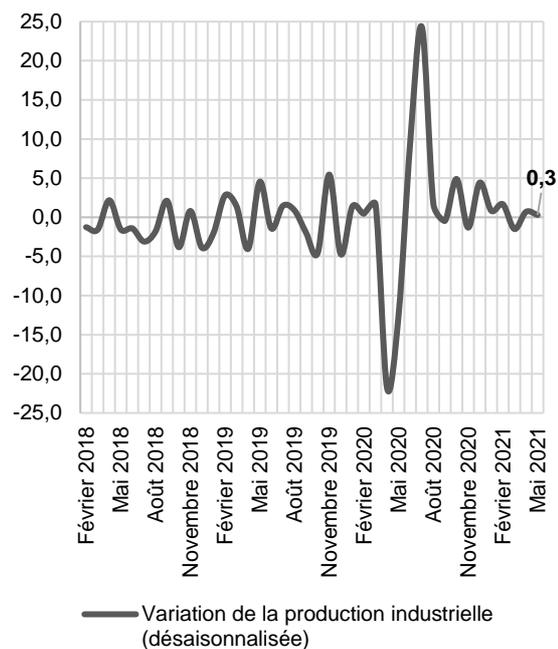
Evolution mensuelle de l'activité et du taux d'utilisation des capacités industrielles installées



INDEC/SER Buenos Aires

La variation spectaculaire de l'indice d'activité mesurée en rythme annuel, (+28,3%) s'explique par un effet de base puissant, conséquence de la mise à l'arrêt des activités en avril 2020 en réponse à la propagation du covid-19. Ce phénomène statistique s'applique à l'ensemble des activités concernées par le confinement mais, en l'occurrence, est moins vrai pour celles qui ont continué à fonctionner malgré les mesures de distanciation sociale, comme l'intermédiation financière (+4,0 %), la pêche (-0,5 %) et l'agriculture (-1,9 %).

Evolution mensuelle de la production industrielle



INDEC/SER Buenos Aires

De manière générale, la sous-performance d'avril conduit les agents économiques à réviser à la baisse leurs anticipations de croissance, avec désormais un recul du PIB attendu à -2,3 % g.t au 2^{ème} trimestre (-0,8 point de pourcentage par rapport aux prévisions faites en avril) suivi par une reprise molle de +0,5 % g.t au 3^{ème} trimestre (-0,1 p.p.). Alors que la sévérité de la



La pandémie pourrait peser sur l'activité durant l'hiver austral, les dépenses publiques liées à la campagne électorale pourraient entraîner des gains temporaires de consommation, au risque ensuite de se traduire par des tensions inflationnistes et cambiarias. Sur l'ensemble de l'année, la croissance argentine s'établirait à 6,0 % (-0,4 p.p.) puis tomberait à 2,6 % en 2022 et 2,5 % en 2023.

Le gouvernement étend les subventions à la consommation de gaz à de nouvelles « zones froides »

Le projet de loi impulsé par Maximo Kirchner, député du parti au pouvoir et fils de la vice-présidente, a été adopté jeudi dernier (24 juin) à une large majorité par la Chambre des sénateurs (51 votes positifs et 12 votes négatifs). La modification de l'article 75 de la loi n°25.565 de 2002 devrait entraîner une réduction des tarifs du gaz (de -30 % à -50 %) pour 3,1 millions de personnes supplémentaires, dont 1,25 millions vivant dans la province de Buenos Aires. Le bénéfice sera étendu à de nouvelles zones des provinces de Buenos Aires, Córdoba, Santa Fe, Mendoza, Jujuy, San Juan, San Luis, Salta et La Rioja.

La principale critique adressée à cette mesure repose sur le fait qu'elle ne cible pas les populations les plus pauvres qui, n'ayant pas d'accès au réseau, sont contraintes d'utiliser des bouteilles à gaz, dont le coût serait jusqu'à quatre fois plus élevé que les montants payés, déduction faite de l'aide publique. Ces subventions seraient financées par l'augmentation des charges prélevées sur les factures de gaz, qui passeraient de 4,46 % à 5,44 % du prix du gaz. Ces taxes, appliquées à tous les utilisateurs, alimentent un fonds fiduciaire dont la durée serait prolongée pendant 10 ans. Le texte devrait être publié dans les prochains jours.

Vers une étatisation rampante du secteur des transports ?

La semaine dernière, le gouvernement a rejeté la demande de prolongation des concessions de fret ferroviaire aux entreprises Ferroexpreso Pampeano, Nuevo Central Argentino et Ferrosur Roca. Les concessions seront désormais pilotées par les entreprises publiques Trenes Argentinos Cargas, pour la gestion, et Trenes Argentinos Infraestructura, pour la maintenance de l'infrastructure.

Dans le secteur du transport fluvial, un décret présidentiel, adopté le 30 juin, confie pour douze mois à l'entité publique Administración General de Puertos (AGP) le contrôle du péage de la voie navigable Paraná-Paraguay, partie argentine de l'Hidrovia. La concession était exercée, depuis plus de 25 ans, par la société belge Jan de Nul et à son associé argentin, EMEPA : arrivé à échéance fin mai 2021, le contrat avait été prolongé pour une période de 90 jours qui ne sera pas renouvelée. Un appel d'offres pour un contrat de la même durée concernant les services de dragage et de balisage devrait être lancé prochainement.

Le nouveau ministre des transports Alexis Guerrero a indiqué que l'objectif était de gagner du temps pour définir un nouveau modèle pour la gestion et la maintenance de la voie navigable qui sera matérialisé dans un appel d'offres international à venir pour un contrat de 10 à 15 ans. L'Hidrovia (voie fluviale, longue de 3.442 km) est stratégique pour le commerce régional. C'est, en effet, la voie de transport de 85% des marchandises du secteur agroindustriel de l'Argentine, 90 % de celles du Paraguay et 50 % pour la Bolivie. Pour ces raisons, la mesure a soulevé de vives critiques au sein du monde agricole



qui craint une étatisation de l'activité sur le long terme.

La Banque mondiale alerte sur l'impact du changement climatique sur la situation économique et sociale de l'Argentine

Dans le rapport sur l'impact des crises climatiques sur la pauvreté et la macroéconomie argentine, la Banque mondiale alerte sur les lourdes conséquences des phénomènes climatiques (inondations, sécheresses) sur le bien-être des Argentins. Pour les seules inondations, la Banque estime les pertes annuelles induites à environ 1 Md USD, avec le risque d'une hausse des coûts subis de 125 % dans les années à venir, en raison du changement climatique. Les effets négatifs se font déjà ressentir. En cumulé depuis 1980, les actifs économiques détruits par les inondations s'élèveraient à 22,5 Mds USD, soit 58 % des pertes économiques liées aux catastrophes naturelles enregistrées entre 1966 et 2015.

Ces chocs climatiques ont également un impact néfaste sur les ménages. Ainsi, les inondations feraient, chaque année, basculer 0,14 % de la population sous le seuil de pauvreté. Cette paupérisation pourrait même concerner jusqu'à 1,5 % de la population en cas d'épisodes pluvieux exceptionnels. Les ménages les plus démunis sont particulièrement vulnérables, en particulier ceux vivant dans les provinces les plus pauvres (notamment Entre Rios, Chaco, Santiago del Estero, Buenos Aires et Corriente).

Sur le plan macroéconomique, le secteur agricole (8,7 % du PIB), principal contributeur aux exportations argentines (60 % en moyenne des ventes extérieures entre 2010 et 2019) et aux rentrées fiscales, est

particulièrement exposé aux aléas climatiques. A ce titre, la perte d'un tiers de la production agricole lors des sécheresses de 2018 aurait fortement contribué à l'effondrement du PIB (-2,5 % sur un an).

A l'horizon 2050, la Banque estime qu'en absence de mesures pour corriger la trajectoire climatique, le PIB argentin pourrait reculer de 5 % et les recettes fiscales de 10 % par rapport à un scénario sans modification du climat. Par conséquent, la Banque invite l'Argentine à relever le défi climatique sans plus attendre, en raison de ses effets désastreux sur la situation économique et sociale.

CHILI

Trafic aérien sur 5 mois 2021 : repli du transport de passagers, rebond pour les marchandises

Selon l'autorité nationale d'aéronautique civile (JAC), le trafic aérien de passagers reste très en dessous de son niveau de 2019, notamment à l'international en raison de la fermeture prolongée des frontières. Sur les 5 premiers mois de 2021, le secteur enregistre une baisse de 53 % en glissement annuel, en particulier à l'international (-76 %), qui ne représente plus que 20 % du trafic aérien de passagers sur la période (43 % en 2019).

En 2020, le repli avait été de 64 % sur 1 an, dont -73 % pour le transport international (3 millions de passagers) et -57 % pour le transport intérieur (6,4 millions).

En revanche, le transport de marchandises, qui n'a diminué que légèrement en 2020 (-

2 %), augmente de près de 26 % sur cette période, tant à l'international (environ 93 % du trafic marchandises, +26 %), qu'au niveau local (+18 %).

Revalorisation du salaire minimum de 3,2%

Le parlement a approuvé, le 30 juin, une hausse du salaire minimum de 326.500 à 337.000 pesos bruts (de 375 à 387 euros) à compter du 1^{er} mai, avec la possibilité de passer à 350.000 pesos en janvier 2022, selon l'évolution de la croissance économique.

Le « revenu minimum garanti » (mécanisme de subvention dégressive de l'Etat entré en vigueur en mai 2020, garantissant un revenu net minimum aux salariés) a également été ajusté. En raison de la perte d'emplois due à la pandémie, ce dispositif a concerné moins de 270 000 salariés par mois en moyenne depuis sa mise en place.

PARAGUAY

L'activité marque le pas au premier trimestre 2021

Au 1^{er} trimestre de 2021, l'activité économique du Paraguay enregistre une variation interannuelle de 0,6 %, affichant un léger déclin du rythme par rapport au 4^{ème} trimestre de 2020 (+1,0 %). Pour la Banque centrale du Paraguay (BCP), la faiblesse de la reprise s'explique par les restrictions sur la mobilité, suite à la dégradation sensible de la situation sanitaire durant les trois premiers mois de l'année.

Les secteurs qui affichent la croissance la plus rapide sont la construction (+14,2 %),

l'élevage, pêche et minerais (+9,8 %), et l'industrie (+4,8 %). De leur côté, les services (+0,9 %) retrouvent le sentier de la croissance après trois trimestres consécutifs de contraction. A l'inverse, l'agriculture se replie fortement (-10,9 %) en raison du tassement de la production de soja. De même, la production d'eau et électricité diminue de 6,0 %, conséquence d'un moindre débit du fleuve Paraná.

Sur l'ensemble de l'année, la Banque centrale estime que les cours élevés du soja bénéficieront à la croissance, conduisant à un maintien des prévisions de croissance à 3,5 % en 2021, en ligne avec le consensus du marché. De son côté, le FMI table sur 4 %. Néanmoins, les retards pris dans la campagne de vaccination (seulement 1,87 % de la population est entièrement vaccinée) rendent le Paraguay très vulnérable aux évolutions de la pandémie, notamment en cas d'apparition et de la diffusion des variants (en particulier le Delta).

URUGUAY

Au premier trimestre, l'activité reste légèrement en dessous de son niveau pré-pandémique

Durant le 1^{er} trimestre de 2021, l'activité se contracte modérément (-0,5 % par rapport au trimestre précédent, corrigée des variations saisonnières), après avoir enregistré une hausse de 1,8 % au 4^{ème} trimestre de 2020. La Banque centrale attribue cette moindre performance au durcissement des restrictions sanitaires adoptées en début d'année pour tenter de contenir la nouvelle vague épidémiologique.



Sur un an, l'activité économique recule de 2,8%. Les meilleures progressions sont enregistrées dans l'agriculture, pêche et mines (+10,4%), la construction (+3,3%) et l'administration publique (+2,5%). En revanche, l'industrie est peu dynamique (+0,7%) et, encore plus inquiétant, les services reculent (-6,9% pour la « santé, éducation, activités immobilières et autres services » et -4,6% pour « transports, stockage, information et communications »).

Malgré ce creux, les autorités uruguayennes maintiennent leurs prévisions de croissance à 3,5% en 2021, soit légèrement au-dessus des anticipations du marché (+2,7%).

La balance courante se détériore au 1^{er} trimestre, pénalisée par l'atonie des services

Selon les données préliminaires de la Banque centrale de l'Uruguay, le déficit du compte courant se creuse nettement au 1^{er} trimestre (-1 Md USD sur un an) pour atteindre -796 MUSD, contre -375 MUSD le trimestre précédent et +224 MUSD sur la même période, un an plus tôt.

Malgré une balance commerciale des biens largement excédentaire (2,6 Mds USD, après 2,3 Mds USD le trimestre précédent),

l'effondrement des services (solde négatif de 359 MUSD, après 144 MUSD au 4^{ème} trimestre et 396 MUSD au 1^{er} trimestre 2020), pénalisés par la fermeture des frontières et les mesures de distanciation sociale, entraîne une dégradation du solde commercial (2,3 Mds USD, -667 MUSD sur un trimestre).

Sur la période, les comptes de capital (18 MUSD) et financier (552 MUSD) restent excédentaires. Les flux financiers de l'Uruguay se soldent par des entrées nettes d'investissements directs pour 3,3 Mds USD et des sorties nettes d'investissements de portefeuille pour 2,7 Mds USD.

Durant les trois premiers mois de 2021, le cumul des comptes courant et de capital est négatif de 778 MUSD, soit 1,5% du PIB. Le déficit est nettement plus élevé que celui observé sur la même période, un an plus tôt (-161 MUSD, soit 0,3% du PIB).

Au cours du 1^{er} trimestre, les mouvements sur les avoirs de réserve se soldent par des acquisitions nettes d'actifs pour 528 MUSD, après 1,6 Md USD le trimestre précédent.

La position extérieure nette de l'Uruguay est débitrice à -15 Mds USD, en amélioration par rapport au trimestre précédent (-17,1 Mds USD). Au 1^{er} trimestre 2020, elle était de 14 Mds USD.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)